

# Pointage Annuel du Profil des Usager·ères (PAPU) : Evolution des principaux indicateurs entre 2017 et 2019

Sophie Stadelmann, Sanda Samitca

Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Département Épidémiologie et systèmes de santé – DESS  
Secteur Évaluation et expertise en santé publique (CEESAN)

Novembre 2020

## Contexte

Développés dès les années 1970, les centres d'accueil à bas-seuil (CABS) offrent différentes prestations qui visent en premier lieu l'aide à la survie des usager·ères de substances psychoactives et la diminution des risques liés à la consommation. Ils ont également une mission d'orientation dans le réseau, avec pour objectif à long-terme la réintégration sociale des consommateur·trices. Le terme « bas-seuil » fait référence au seuil d'accessibilité, par opposition aux services à seuil plus élevé dans lesquels l'accès nécessite, par exemple, un enregistrement nominatif et/ou un engagement d'abstinence. Ainsi, les CABS se définissent par leur facilité d'accès, le respect de l'anonymat et la gratuité ou le faible coût de leurs services. A l'heure actuelle, le canton de Vaud compte huit structures de ce type, gérées par quatre organismes : la Fondation ABS à Lausanne<sup>a</sup>, Zone Bleue à Yverdon, Entrée de Secours à Morges et à Nyon et AACTS à Vevey.

Le Pointage annuel du profil des usager·ères (PAPU) est une étude menée, depuis 2016, dans l'ensemble des CABS du canton de Vaud durant la première semaine du mois de novembre. Cette étude permet de mieux connaître le profil sociodémographique, les prises de risques et l'état de santé de la population qui fréquente ces CABS<sup>b</sup>. Le présent document fait une synthèse des données collectées en 2019 et met en perspective l'évolution des principaux indicateurs depuis 2017<sup>c</sup>.

## Résultats

En 2019, le questionnaire PAPU a été proposé à 332 personnes différentes. 243 questionnaires valides nous ont été retournés et ont pu être utilisés pour effectuer les analyses<sup>d</sup> ; 89 personnes ont refusé de participer. Le taux

de participation, en baisse, s'élève ainsi à 73.2%. Ce taux est très variable entre les structures (minimum : 41.2% ; maximum : 93.9%). En 2019, 15.3% des usager·ères ont répondu à l'enquête avec l'aide d'une tierce personne, une proportion stable par rapport aux années précédentes.

## Caractéristiques sociodémographiques

Parmi l'ensemble des répondant·es au PAPU 2019, 24.0% sont des femmes, soit légèrement plus qu'en 2018 où elles composaient 19.8% de l'échantillon. L'âge moyen des répondant·es est de 41.2 ans (minimum : 18 ans ; maximum : 88 ans). La tranche d'âge à laquelle appartient la population accueillie varie selon les CABS, cependant la tendance globale montre que la population qui fréquente les CABS vaudois est vieillissante. En effet, la part de répondant·es au PAPU ayant plus de 55 ans a augmenté entre 2017 et 2019 passant de 7.7% à 11.9%.

La majorité des personnes accueillies dans les CABS ont la nationalité suisse (64.1% en 2019) et parmi celles qui n'ont pas la nationalité suisse, 35.9% ne disposaient pas d'un permis de séjour valable au moment de l'enquête en 2019.

Plus de la moitié des répondant·es du PAPU bénéficient d'un domicile fixe privé (71.7% en 2019), environ un quart (23.5% en 2019) sont sans domicile fixe (SDF), 3.5% sont incarcéré·es en prison et 0.9% indiquent un autre type de logement<sup>e</sup>. La répartition des usager·ères des CABS dans ces différentes catégories a peu changé au cours des trois dernières années. Cependant, parmi les répondant·es indiquant être SDF, la part de répondant·es indiquant l'être depuis moins de 6 mois a diminué (passant de 34.3% en 2017 à 14.9% en 2019, Figure 1), alors que le nombre de répondant·es SDF depuis 1 à 5 ans ou depuis plus de 5 ans a augmenté (passant respectivement de 27.1% en 2017 à 36.2% en 2019 et de 12.9% en 2017 à 29.8% en 2019).

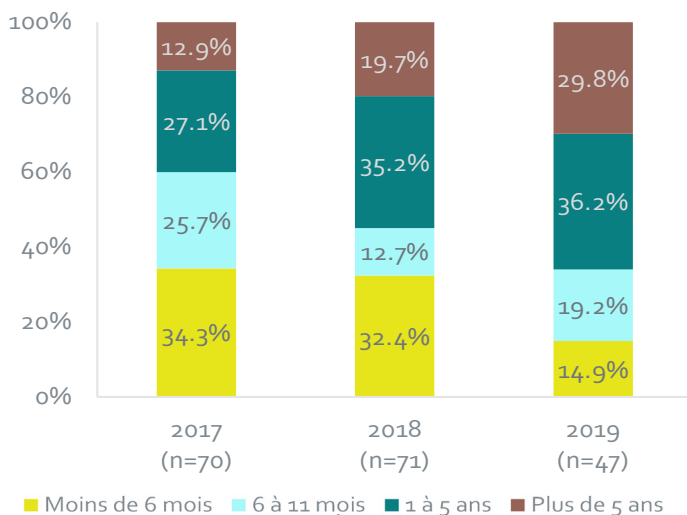
<sup>a</sup> La Fondation ABS gère quatre structures d'accueil : Le Passage, La Terrasse, Le Distribus et L'Espace de consommation sécurisée (ECS).

<sup>b</sup> Pour plus d'informations concernant les indicateurs utilisés voir le dernier rapport reprenant l'ensemble des indicateurs<sup>1</sup>.

<sup>c</sup> En raison de l'intégration des usager·ères du Distribus de Lausanne à l'étude dès 2017, il n'est pas possible de comparer les données récoltées dès 2016 avec celles récoltées précédemment.

<sup>d</sup> En 2017, 272 questionnaires valides avaient été récoltés et 257 en 2018.

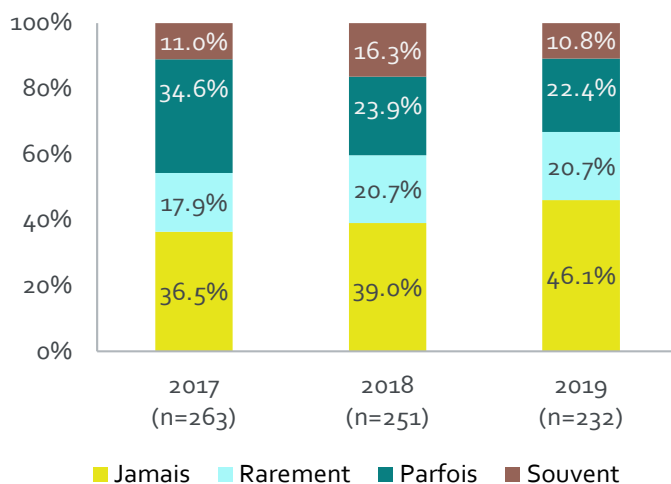
<sup>e</sup> En 2019, sous autre type de logement, une mosquée a été mentionnée.



Ces taux ont été calculés sur 70 réponses valides en 2017, 71 en 2018 et 47 en 2019. Les réponses à cette question étaient manquantes pour 4.1% des répondant-es sans domicile fixe en 2017, 10.1% en 2018 et 13.0% en 2019.

**Figure 1** Durée de la période sans domicile fixe chez les SDF entre 2017 et 2019 (%)

Les deux principales sources de revenus des usager-ères des CABS sont l'aide sociale et les assurances sociales (assurance invalidité, chômage, AVS, etc.). Parmi les répondant-es au PAPU 2019, 39.8% indiquent avoir bénéficié au cours des 30 derniers jours de l'aide sociale et 27.7% des assurances sociales. Bien que moins régulièrement citées par les répondant-es, d'autres sources de revenus existent : 12.1% disposent d'un soutien financier de la part de leur famille, ami-es et/ou compagnon· compagne, 10.8% ont un travail irrégulier et temporaire, 10.0% font la manche, 9.1% ont un travail à temps partiel, 8.7% bénéficient de revenus illégaux comme le deal, 7.4% ont un travail à temps plein, 2.6% ont d'autres revenus (parmi lesquels ont été mentionnés en 2019 : les bourses d'étude et les dons), et 2.2% tirent leurs revenus du travail du sexef. Cette répartition a peu changé depuis 2017.



**Figure 2** Passer toute une journée sans manger au cours des 30 derniers jours entre 2017 et 2019 (%)

Au cours des trois années étudiées, la part de répondant-es qui ont passé parfois toute une journée sans manger au cours des 30 derniers jours a diminué passant de 34.6% en 2017 à 22.4% en 2019, au profit d'une augmentation du nombre de répondant qui ne passent jamais de journée sans manger (36.5% en 2017 vs 46.1% en 2019, Figure 2). Un cinquième passe rarement toute une journée sans manger et un dixième passe souvent toute une journée sans manger.

## Consommation de substances psychoactives

Une très large majorité des répondant-es au PAPU ont consommé du tabac, de l'alcool et du cannabis au moins une fois au cours des 30 derniers jours en 2019 (Tableau 1). Ces proportions ont peu varié depuis 2017<sup>9</sup>.

La part de répondant-es ayant consommé au moins un stupéfiant (hors cannabis) a, en revanche, proportionnellement diminué sur la même période, passant de 78.6% en 2017 à 69.9% en 2019 (données non représentées). Un peu moins de la moitié des usager-ères des CABS ont consommé de la cocaïne HCl (i.e. cocaïne en poudre<sup>h</sup>, 42.1% en 2019) ou de l'héroïne (39.9% en 2019, Tableau 1). Un quart ont consommé des benzodiazépines non prescrites (26.2% en 2019) ou de la cocaïne base (26.2% en 2019). La diminution de la part de répondant-es ayant consommé au moins un stupéfiant (à l'exception du cannabis) entre 2017 et 2019 s'explique par une diminution des proportions de répondant-es ayant consommé respectivement de la cocaïne HCl, de l'héroïne, des benzodiazépines non prescrites et de la cocaïne base.

	2017	2018	2019
Tabac	-	-	85.4%
Alcool	72.4%	68.8%	75.0%
Cannabis	70.9%	63.7%	64.4%
Cocaïne HCl	51.0%	47.8%	42.1%
Héroïne	54.6%	49.1%	39.9%
Benzodiazépines non prescrites	29.7%	26.6%	26.2%
Cocaïne base	30.7%	29.5%	26.2%
Ecstasy	18.9%	16.3%	15.6%
Amphétamines	13.9%	12.3%	13.5%
Méthadone non prescrite	12.0%	11.0%	11.7%
Speedball	14.2%	12.8%	11.5%
Autre	4.1%	6.6%	9.5%
Morphine non prescrite	14.1%	10.6%	8.8%
Crysal, méthamphétamines	7.9%	6.3%	5.0%
NPS	5.5%	4.6%	4.6%
Buprénorphine non prescrite	2.9%	2.5%	1.7%

Les répondant-es pouvaient indiquer plusieurs produits différents. Sous « autre » ont été mentionnés, en 2019 : des hallucinogènes (lsd, kétamines, champignons, etc.), le CBD, des somnifères/tranquillisants, des analgésiques opiacés, des antidépresseurs, de la cigarette électronique, du L-Polamidon®, des suppléments nicotiniques, de l'opium

**Tableau 1** Consommations au cours des 30 derniers jours entre 2017 et 2019 (%)

<sup>f</sup> Les répondant-es pouvaient indiquer plusieurs sources de revenus différentes.

<sup>9</sup> La consommation de tabac au cours des 30 derniers jours a été investiguée pour la première fois en 2019.

<sup>h</sup> Cocaïne sous la forme de sel hydrochloré, voir Zobel et al. 2018<sup>2</sup> pour plus d'informations quant aux différentes formes de cocaïne.

Les autres substances considérées ont été consommées par moins de 20% des répondant-es et représentent ainsi une moins grande proportion de la population fréquentant les CABS. Relevons encore l'importante diminution de la consommation de morphine non prescrite entre 2017 et 2019 (14.1% et 8.8% respectivement).

Près de la moitié des usager-ères qui consomment des stupéfiants (à l'exception du cannabis) en ont consommé plusieurs au cours des 30 derniers jours. Cette proportion a cependant diminué entre 2018 et 2019 passant de 53.1% à 43.4%. Parmi ceux-celles-ci, 47.0% ont consommé au moins de l'héroïne et de la cocaïne HCl au cours de 30 derniers mois en 2019 (51.8% en 2018, 61.3% en 2017).

## Indicateurs d'exposition au risque de transmission du VIH et du VHC

En 2019, un cinquième des répondant-es ont indiqué avoir consommé par injection au cours des 30 derniers jours. Cette proportion a varié au cours des trois années étudiées et la valeur mesurée en 2019 est la plus basse observée (24.2% en 2017, 29.3% en 2018 et 20.6% en 2019). La moitié de ces dernier-ères indiquent avoir le plus souvent consommé par injection à domicile ou dans un endroit privé (54.6% en 2019), 18.2% dans un lieu public extérieur, 13.6% dans un local public et 13.6% dans un local de consommation. Une très large majorité des répondant-es ont échangé souvent ou toujours leurs seringues usagées contre des neuves dans une institution (81.8% en 2019).

Les répondant-es qui ont consommé par injection au cours des 30 derniers jours sont de moins en moins nombreux-ses à déclarer avoir utilisé la seringue ou l'aiguille de quelqu'un d'autre au cours des 30 derniers jours (11.1% en 2017, 6.4% en 2018 et 2.1% en 2019). Ils-Elles sont, par contre, plus nombreux-ses que lors des années précédentes à indiquer avoir transmis au cours des 30 derniers jours une seringue/aiguille usagée à un-e paire après l'avoir utilisée (5.6% en 2017 vs 10.6% en 2019). De plus, 70.2% des injecteur-trices ont indiqué avoir réutilisé une de leurs propres seringues ou aiguilles au cours des 30 derniers jours en 2019<sup>i</sup>.

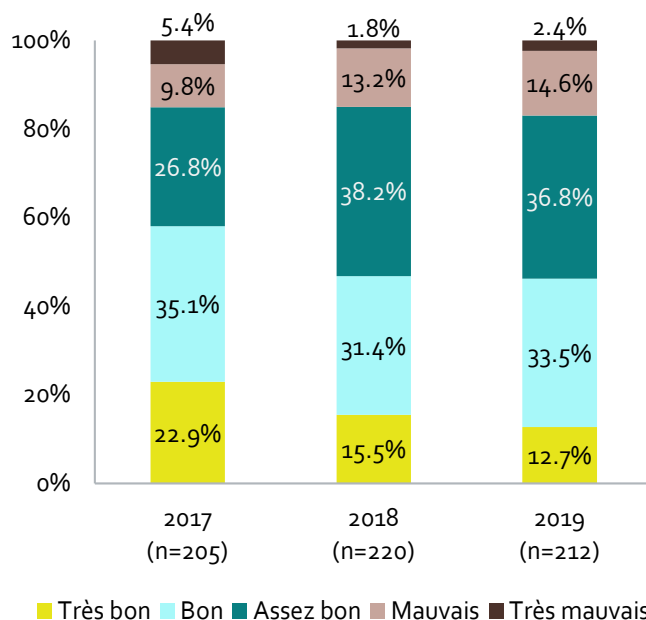
Un peu plus de la moitié des répondant-es indiquent avoir consommé par inhalation et/ou sniff au cours des 30 jours précédents l'enquête (54.7% en 2019). Comme pour les injecteur-trices, ces dernier-ères sont plus nombreux-ses à indiquer avoir principalement consommé à domicile ou dans un endroit privé (64.9% en 2019), 24.6% dans un lieu public extérieur, 7.9% dans un local public, et 2.6% dans un local de consommation. Un peu moins d'un tiers d'entre eux-elles indiquent avoir utilisé du matériel de consommation déjà utilisé par quelqu'un d'autre, au cours des 30 derniers jours, dans le cadre d'une consommation par inhalation ou sniff. Les chiffres concernant les consommateur-trices par inhalation et/ou sniff observés en 2019 sont très similaires à ceux récoltés en 2018.

En 2019, la majorité des répondant-es (88.1%) indiquent avoir déjà vu ou entendu des informations concernant les risques liés à la consommation de substances. Les sujets sur lesquels la plus grande proportion d'entre eux-elles indiquent être bien informés sont le VIH (96.2%), les conditions d'hygiène (93.9%) et l'hépatite C (VHC, 87.9%). Près de trois quarts d'entre eux-elles indiquent également être bien informés sur les zones d'injection à risque (76.7%), la manière de protéger ses veines (73.8%) et la manière de prévenir les abcès (72.1%). Relevons cependant que le taux de non réponse à ces questions est relativement élevé (entre 10% et 21%), mettant en question la généralisation de ces résultats<sup>j</sup>.

Finalement, 20.7% des répondant-es indiquent s'être rendu-es à l'Espace de consommation sécurisé (ECS) de Lausanne au cours des 30 derniers jours en 2019. Cette proportion est très proche de celle observée en 2018, un mois après l'ouverture de cette structure.

## Indicateurs de santé

Lorsqu'il s'agit de décrire leur état de santé, les répondant-es du PAPU sont 12.7% à déclarer être en très bonne santé, 33.5% indiquent être en bonne santé, 36.8% en assez bonne santé, 14.6% en mauvaise santé et 2.4% être en très mauvaise santé en 2019 (Figure 3). Depuis 2017, la proportion de répondant-es indiquant être en très bonne santé et la proportion en très mauvaise santé ont diminué au profit d'une augmentation de la proportion de répondant-es en assez bonne santé (26.8% en 2017 vs 36.8% en 2019) et des répondant-es en mauvaise santé (9.8% en 2017 vs 14.6% en 2019).



**Figure 3** Auto-évaluation de l'état de santé général entre 2017 et 2019 (%)

<sup>i</sup> Cette question ayant été introduite dans le questionnaire 2019, aucune comparaison avec les années précédentes n'est possible.

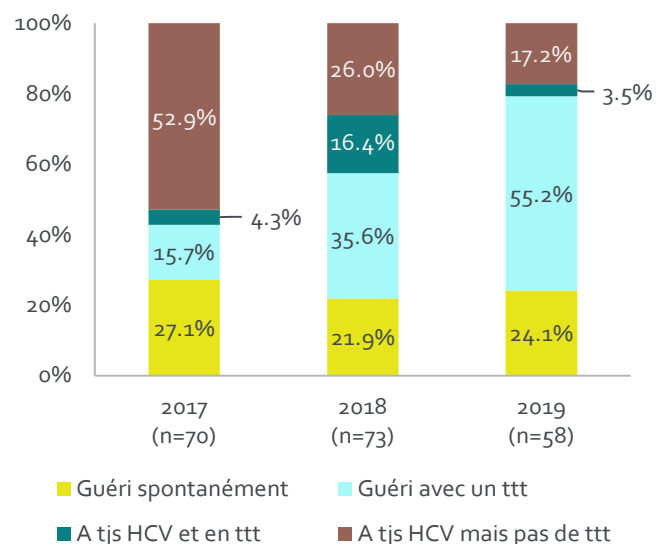
<sup>j</sup> La question relative à la réception de messages de réduction des risques ainsi que les sous-questions en lien avec le niveau d'informations ont été introduites sous

cette forme dans le questionnaire 2019 ne permettant pas la comparaison avec les années précédentes.

Par ailleurs, 51.3% des répondant-es ont un traitement agoniste opioïde (TAO). Une proportion qui a diminué depuis 2017 où elle atteignait 59.7%. Parmi ceux-celles-ci, la majorité est sous méthadone. Cependant, cette proportion a diminué depuis 2017 (67.4% en 2017 vs 49.6% en 2019) au profit d'une augmentation du nombre de répondant-es sous morphine (Serve-Long® ou MST® notamment, 25.5% en 2017 vs 36.4% en 2019).

Alors que 84.6% des répondant-es au PAPU 2019 indiquent avoir déjà fait un test de dépistage du VIH au cours de la vie, 60.4% indiquent en avoir fait au moins un au cours de 12 derniers mois. Ces proportions sont similaires à celles observées lors des précédentes vagues du PAPU. Parmi ceux-celles qui ont déjà eu un test de dépistage au cours de leur vie, 3.3% indiquent être séropositif-ves en 2019. Cette proportion a varié depuis 2017 (4.3% en 2017 et 6.1% en 2018) pour atteindre en 2019 son plus bas niveau.

Un tiers des répondant-es ont indiqué avoir déjà été testé-es pour l'hépatite C au cours de leur vie (34.1% en 2019) et une moitié au cours des 12 derniers mois (53.6% en 2019). Une part en diminution des répondant-es du PAPU indiquent avoir déjà été diagnostiqué-es positif-ves à l'hépatite C (38.7% en 2017 vs 31.0% en 2019) et, parmi ceux-celles-ci, une part en diminution indique toujours avoir l'hépatite C et ne pas suivre de traitement (52.9% en 2017 vs 17.2% en 2019) au profit d'une augmentation de la proportion de répondant-es indiquant avoir guéri grâce à un traitement (15.7% en 2017 vs 55.2% en 2019). La part de répondant-es ayant toujours l'hépatite C et étant en traitement, ainsi que de ceux-celles ayant guéri spontanément sont restées stables (3.5% et 24.1% respectivement en 2019).



Ces taux ont été calculés sur 70 réponses valides en 2017, 73 en 2018 et 58 en 2019. Les réponses à cette question étaient manquantes pour 3.6% des répondant-es sans domicile fixe en 2017, 2.4% en 2018 et 3.0% en 2019.

**Figure 4** Statut actuel pour l'hépatite C chez les répondant-es ayant déjà été testé-es positif-ves à l'hépatite C entre 2017 et 2019 (%)

## Conclusion

Par rapport à l'étude PAPU 2018, le profil des usager-ères reste stable en 2019 sur le plan des caractéristiques sociodémographiques. Une proportion non négligeable d'usager-ères est toujours en situation de précarité. En effet, près d'un quart des répondant-es sont sans domicile fixe et un tiers déclare passer parfois ou souvent toute une journée sans manger, alors qu'une partie des CABS du canton proposent des repas à midi.

Le type de substances consommées reste stable depuis 2017 avec le tabac, l'alcool et le cannabis en tête, suivis par la cocaïne HCl, l'héroïne, la cocaïne base et les benzodiazépines non prescrites. Toutefois, la consommation de cocaïne HCl, d'héroïne et, dans une moindre mesure, de benzodiazépines non prescrites ainsi que de cocaïne base a diminué depuis 2017.

La part d'usager-ères injecteur-trices de substances psychoactives n'a pas évolué de manière claire depuis 2017. Cependant, bien que l'utilisation au cours des 30 derniers jours de seringues ayant été déjà utilisées par des paires a fortement diminué depuis 2017, la tendance pour le prêt d'une seringue ou d'une aiguille à quelqu'un d'autre n'est pas aussi claire et sept injecteur-trices sur dix ont réutilisé leurs propres seringues au cours des 30 derniers jours. De plus, un peu plus du tiers des répondant-es ayant consommé des substances psychoactives par inhalation et/ou sniff ont indiqué avoir consommé avec du matériel (paille, billet, embout, pipe, etc.) déjà utilisé par une autre personne, au cours du dernier mois. Pourtant, la quasi-totalité des répondant-es indiquent avoir déjà vu ou entendu des messages concernant les risques liés à la consommation de substances psychoactives et ceux-celles-ci sont également très nombreux-ses à indiquer être bien informé-es sur les conditions d'hygiène et les risques de transmission du VIH et du VHC, entre autres. Cette observation interroge le niveau de compréhension de ces messages de réduction des risques par les usager-ères. Une observation partagée par l'équipe de l'ECS qui, à l'ouverture de ce dernier, a été surprise de devoir revenir sur des messages qu'elle pensait acquis des usager-ères<sup>3</sup>. Les usager-ères des CABS semblent en revanche être bien informé-es des modes d'élimination des seringues usagées puisque la grande majorité les échange contre des seringues neuves dans une institution.

Sur l'ensemble des répondant-es, 21% indiquent être allé-es à l'Espace de consommation sécurisé au cours des 30 derniers jours. Une proportion qui n'a pas changé depuis l'enquête de 2018 menée tout juste un mois après l'ouverture de cet espace.

Au vu de la prévalence rapportée de l'hépatite C dans cette population (31% en 2019), les indicateurs d'exposition au risque de transmission du VIH et du VHC devraient continuer à être monitorés dans l'enquête PAPU 2020. Il semblerait cependant pertinent de distinguer la consommation par inhalation de la consommation par sniff afin de pouvoir quantifier avec plus de précision quelle part des usager-ères des CABS sont concerné-es par chaque mode de consommation et par le partage de matériel relatif à cette consommation.

Lorsqu'il s'agit d'autoévaluer leur état de santé général, les usager-ères des CABS sont bien moins nombreux-ses que l'ensemble de la population générale suisse à indiquer être en bonne ou très bonne santé (46.2% PAPU 2019 vs 85% de la population générale en 2017)<sup>4</sup>. Par ailleurs, la moitié des répondant-es déclarent suivre actuellement un traitement par agoniste opioïde.

Une majorité des usager-ères (85%) ont été testé-es pour le VIH au cours de la vie et 60% ont été testé-es au cours des 12 derniers mois, une proportion nettement plus grande que celle observée dans la population générale (5%)<sup>5</sup>.

La proportion de répondant-es indiquant être séropositif-ves (3%) et la proportion de répondant-es indiquant avoir été diagnostiqué-es positif-ves au virus de l'hépatite C (31%) montrent que ces épidémies nécessitent toujours une attention particulière dans cette population. Relevons cependant que l'accès au traitement contre l'hépatite C semble continuer à s'améliorer étant donné que le taux de répondant-es indiquant toujours avoir l'hépatite C et ne pas être en traitement a diminué depuis 2017 (53% vs 17%) au profit d'une hausse des répondant-es souffrant de l'hépatite C déclarant avoir guéri suite à un traitement (55% en 2019).

Finalement, pour la quatrième année consécutive, l'enquête PAPU a montré la faisabilité d'une étude auprès de populations dites difficiles d'accès, soit les usager-ères des CABS. Le nombre de questionnaires valides pour analyse est important (N=243), mais inférieur aux précédentes enquêtes. Il existe donc encore une marge de progression pour améliorer le nombre de participant-es à cette enquête. Une meilleure sensibilisation des équipes sur le terrain par l'équipe de recherche ou la traduction du questionnaire dans une langue étrangère pertinente - à définir - pourraient y contribuer.

### Note méthodologique

Le pointage annuel du profil des usager-ères (PAPU) est une enquête anonyme, transversale multicentrique et descriptive. Sa méthodologie s'inspire principalement de celle des enquêtes de type « un jour donné »<sup>k</sup>, mais s'appuie également sur l'expérience des enquêtes réalisées dans les structures à bas-seuil en Suisse et à l'étranger<sup>6,7</sup>.

La phase de récolte des données de cette étude se tient sur une semaine entière début novembre, chaque année, pendant les jours et les heures d'ouverture des CABS. Ce format est préféré à une enquête sur un jour prédéterminé en raison de la variabilité de la fréquentation des centres durant la semaine et des contraintes organisationnelles des CABS.

Quelques jours avant la période de passation effective, les équipes des CABS doivent annoncer la tenue de l'enquête à leurs usager-ères afin de favoriser son acceptation. Durant la semaine de

passation, chaque CABS est tenu de systématiquement proposer le questionnaire à tout-e usager-ère se rendant dans le centre d'accueil et n'ayant pas déjà rempli ou refusé le questionnaire auparavant, puis de le récupérer. Le questionnaire est en principe auto-administré, c'est-à-dire qu'il est rempli seul par l'usager-ère, à part si une demande explicite d'aide est formulée par l'usager-ère.

L'ensemble de ces analyses a été effectué sur Stata (version 16.1).

## Références

- 1 Stadelmann S, Locicero S, Samitca S. Pointage annuel du profil des usagères et usagers des centres à bas seuil d'accès du canton de Vaud : PAPU 2018. Lausanne: Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2019. (Raisons de santé 303).
- 2 Zobel F, Esseiva P, Udrisard R, Locicero S, Samitca S. Le marché des stupéfiants dans le canton de Vaud. Partie 2. Cocaïne et autres stimulants. Lausanne: IUMSP/Addiction Suisse/Unil, 2018
- 3 Samitca S, Stadelmann S, Linder A. Evaluation de l'espace de consommation sécurisé de Lausanne (ECS) – projet pilote de trois ans. Rapport intermédiaire à 18 mois. Lausanne: Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2020. (Raisons de santé 313).
- 4 Storni M, Lieberherr R, Kaeser M. Enquête suisse sur la santé 2017. Vue d'ensemble. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique (OFS), 2018. (Statistique de la Suisse 213-1702).
- 5 Locicero S, Simonson T, Samitca S, Koutaissoff D, Amiguet M, Dubois-Arber F, et al. Système de surveillance du VIH et des IST de deuxième génération en Suisse. Rapport de synthèse 2012-2016. Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 2017. (Raison de santé 278).
- 6 Balthasar H, Arnaud S, Gervasoni J-P, Samitca S, Schnoz D, Zobel F, et al. Résultats de l'enquête auprès de la clientèle des structures à bas seuil d'accessibilité (SBS) en Suisse (2006). Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 2006
- 7 Locicero S, Arnaud S, Füglistaler G, Gervasoni J, Dubois-Arber F. Résultats de l'enquête 2011 auprès des usagers des structures à bas seuil en Suisse. Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive, 2012. (Raisons de santé 199a).

## Remerciements

Nous remercions les collaboratrices et collaborateurs des centres à bas-seuil d'accès, ainsi que leurs usagères et usagers pour leur participation et leur disponibilité.

Nous remercions également l'équipe du Distribus et l'équipe d'Unisanté, M. Loïc Salomé et Mme Katarina Vujovic, pour leur engagement lors de la passation du questionnaire au Distribus.

## Citation suggérée

Stadelmann S, Samitca S. Pointage Annuel du Profil des Usager-ères (PAPU): Evolution des principaux indicateurs entre 2017 et 2019. Lausanne, Unisanté - Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2020 (Raisons de Santé: Les Essentiels 19) <http://dx.doi.org/10.16908/rds-essentiels/19>

<sup>k</sup> Les enquêtes « un jour donné » sont fréquemment menées dans les établissements sanitaires. Elles visent à la représentativité de l'échantillon par la sélection systématique de l'ensemble des individus de la population-cible (par exemple l'ensemble des patients) rencontrés dans un endroit (par exemple un

service d'urgence) durant une période fixe. Cette méthodologie présente l'avantage d'être facilement reproductible dans le temps et dans l'espace, d'être peu coûteuse, et d'offrir à chaque personne fréquentant un lieu donné les mêmes probabilités d'être sélectionnée dans l'enquête.